

An artistic illustration featuring several hands in different colors (blue, brown) interacting with large, 3D orange numbers '2' and '6'. One blue hand holds a stethoscope with a yellow chest piece. The background is a mix of teal, orange, and light blue.

NEWSLETTER

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ORDRE
DES MÉDECINS DE LA RÉUNION



EDITO

À l'aube de l'année 2026, je souhaite, au nom de l'ensemble des élus et de l'équipe du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de La Réunion, adresser à chacune et chacun d'entre vous des vœux sincères, en formulant tout particulièrement des souhaits de santé, de sérénité et de confiance pour l'année à venir.

Le renouvellement de l'équipe du CDOM en février 2025 a donné une nouvelle impulsion aux activités des commissions. Cette relance s'inscrit dans une volonté de consolider l'action de l'Ordre et d'optimiser l'accompagnement des médecins sur l'ensemble du territoire.

L'année écoulée a été marquée par une volonté affirmée d'aller à la rencontre des médecins, tant sur le terrain qu'auprès des institutions. Les rencontres territoriales organisées dans le Nord, l'Ouest et le Sud ont offert des temps d'échanges directs et constructifs avec les confrères. Elles ont été complétées par des échanges réguliers avec l'ARS, la CGSS et la Préfecture, contribuant à renforcer un dialogue institutionnel indispensable et à porter les préoccupations des médecins dans un esprit de responsabilité.

L'année qui s'ouvre s'inscrit également dans un contexte national particulier, marqué par le mouvement de grève des médecins libéraux du 5 au 15 janvier. Dans ce cadre, le Conseil départemental relaie la position portée par le Conseil National de l'Ordre des Médecins, avec la volonté de défendre les professionnels de santé, de contribuer à l'amélioration de leurs conditions d'exercice et de préserver un système de soins respectueux de celles et ceux qui le font vivre, dans l'intérêt conjoint des médecins et des patients.

Conscients des exigences croissantes de la profession, nous savons combien il est essentiel de préserver celles et ceux qui soignent. La santé et la sécurité des médecins constituent ainsi un axe prioritaire de cette mandature. Une convention dédiée à la sécurité des médecins, élaborée en lien avec la Préfecture et l'ARS, est actuellement en cours de finalisation, dans une démarche de prévention, de protection et d'accompagnement.

L'année 2026 sera enfin celle de la poursuite des missions ordinaires et des projets tournés vers l'avenir, avec une attention particulière portée aux jeunes médecins, afin de faciliter leur installation, leurs démarches et leur intégration dans l'exercice professionnel autour d'un séminaire le 18 avril 2026. Enfin cette année marquera également une étape importante avec la concrétisation d'un projet immobilier destiné à doter l'Ordre de locaux mieux adaptés à ses missions, aux conditions d'accueil des médecins et aux exigences de confidentialité.

Très belle année 2026 à toutes et à tous.

Dr Anne Vienne-Cessou

Présidente du CDOM de la Réunion

Le Conseil départemental de l'Ordre des médecins de La Réunion a traité en 2025 un volume soutenu d'activités, reflet du **dynamisme médical du territoire et de l'intensité de l'exercice professionnel**.

Sur l'ensemble de l'année :

- 415 médecins ont été inscrits à l'Ordre
- 227 premières inscriptions (jeunes médecins, nouveaux arrivants, retours d'exercice, etc.)
- 42 sociétés médicales enregistrées (SCP, SEL, SISA, SCM...)
- 7 600 contrats de remplacement saisis, soit 634 contrats par mois en moyenne
- 4 644 appels téléphoniques décrochés par le secrétariat, soit 390 appels par mois en moyenne

À titre de comparaison, la moyenne mensuelle d'inscriptions est passée de **27,8 médecins/mois en 2024 à 39,6 en 2025**, soit une hausse d'environ 43 %, traduisant une attractivité médicale en nette progression sur le territoire réunionnais.

De même, les premières inscriptions ont quasiment doublé, passant de 10,1 à 19,75 par mois en moyenne.

Ces chiffres confirment une **dynamique** très forte d'installation, de mobilité médicale et d'activité administrative à La Réunion en 2025.

Contentieux activité soutenue

L'année 2025 a également été marquée par une activité soutenue du service contentieux, traduisant à la fois l'intensité de l'exercice médical sur le territoire et le rôle central de l'Ordre dans la régulation et la protection des professionnels.

Sur l'ensemble de l'année, ont été traités :

- 65 plaintes
- 70 signalements
- 46 réunions de conciliation et de médiation, dont 18 entretiens confraternels
- 38 dossiers transmis en CDPI
- 87 saisies de dossiers médicaux



**7600 CONTRATS
DE
REPLACEMENTS
SAISIÉS**

Le service contentieux, en lien étroit avec les élus ordinaires et les équipes administratives, a assuré tout au long de l'année une **mission d'écoute, d'instruction, de conciliation et de défense des médecins**, contribuant à la qualité des relations professionnelles et à la confiance dans le système de soins

Sécurité entraide

La commission VVS (Vigilance Violence Sécurité) met en évidence **une réalité préoccupante** :

30 signalements ont été enregistrés dont 21 agressions verbales, 6 physiques et 3 dégradations de matériel.

Enfin, l'Ordre a poursuivi en 2025 sa mission de **solidarité confraternelle**. Le CDOM a ainsi étudié 6 dossiers d'entraide et **a mobilisé 9 300 €** sur sa dotation afin de venir en aide à des confrères en situation de grande difficulté, dans un cadre confidentiel et encadré.

Ces données illustrent à la fois :

- le niveau de tension croissant dans l'exercice médical,
- et le rôle essentiel de l'Ordre comme espace de médiation, de régulation, de protection et de sécurisation de l'exercice professionnel.



PROJET

IMMO 2026

Evolution des locaux

Le Conseil départemental de l'Ordre des médecins de La Réunion a engagé un projet de **déménagement de ses locaux** à Saint-Denis, afin de **s'adapter à l'évolution** de ses missions, à l'augmentation de son activité et aux exigences croissantes en matière d'accueil et de **confidentialité**.

Les locaux actuels, devenus trop **exigus**, ne permettent plus d'assurer de manière optimale l'ensemble des activités ordinaires, notamment l'accueil des médecins, la tenue des réunions et le traitement des dossiers sensibles, pour lesquels la confidentialité des échanges constitue **un enjeu majeur**.

Conduit en lien étroit avec le Conseil national de l'Ordre des médecins (**CNOM**), ce projet permettra de regrouper le **CDOM** et le **CIRM** (Conseil interrégional de l'Ordre des médecins) au sein d'un même ensemble immobilier, tout en garantissant leur indépendance d'accès et leur séparation fonctionnelle, conformément aux obligations réglementaires.

Le futur site, situé à proximité immédiate des locaux actuels, offrira des **conditions de travail et d'accueil mieux adaptées**, sans impact social ni rupture de continuité de service. Après validation par les instances nationales, le projet est entré dans sa phase opérationnelle, avec une installation prévue au **premier semestre 2026**.

Une information régulière sera assurée auprès de la communauté médicale.



**2026
DES NOUVEAUX
LOCAUX
POUR LE CDOM
ET LE CIRM**

Rencontre territoriale



Le 9 décembre, le Conseil départemental de l'Ordre des médecins de La Réunion a organisé une rencontre territoriale réunissant les confrères du Nord et de l'Est. Ce **temps d'échange** a permis de présenter plusieurs dispositifs structurants pour l'exercice médical, notamment la convention relative à la sécurité des médecins avec la préfecture et les forces de l'ordre, la PDSA et le rôle de l'ARMEL, la procédure de remplacement en ligne, ainsi que les spécificités des contrats de collaboration et d'assistantat. Ces échanges ont favorisé **une meilleure compréhension des outils à disposition** des médecins et renforcé le lien de proximité avec l'institution ordinale.

Dans cette continuité, l'Ordre poursuit ses missions tout en développant des projets tournés vers l'avenir, avec une **attention particulière portée aux jeunes médecins**, afin de faciliter leur installation, leurs démarches et leur intégration dans l'exercice professionnel. **Un séminaire dédié est prévu le 18 avril 2026**, conçu comme un temps d'information, d'échanges et de mise en réseau.

Plénières 2026

Le Conseil Départemental se réunit chaque mois pour examiner les dossiers complexes, valider les avis des commissions et voter les décisions collectives.

Prochaines plénières

22 janvier - 26 février - 26 mars - 23 avril - 28 mai - 25 juin





Secret médical et réquisitions judiciaires l'essentiel pour les médecins

Les médecins sont de plus en plus sollicités par les forces de l'ordre et les autorités judiciaires, que ce soit par des convocations, des réquisitions ou des demandes d'informations. Dans ce contexte, il est essentiel de rappeler un principe fondamental : **le secret médical est la règle**, et il protège à la fois le patient et le médecin.

Le secret médical couvre l'ensemble des informations connues par le médecin dans le cadre de sa pratique, qu'elles aient été confiées par le patient, observées ou déduites. Il demeure opposable à tous, y compris à la police et à la justice, sauf dans les cas expressément prévus par la loi. Sa violation expose le médecin à des sanctions pénales et disciplinaires.

Ce secret peut être levé uniquement dans des situations précises prévues par la loi : avec l'accord du patient, en cas d'obligation légale (par exemple pour la protection des mineurs ou des personnes vulnérables), en situation de danger grave et immédiat, lorsque le médecin est mis en cause et doit assurer sa défense, **ou sur la base d'une réquisition judiciaire valable**. En dehors de ces situations, le secret médical s'impose.

Il est important de distinguer **une convocation d'une réquisition**. Une convocation est une demande de se présenter pour être entendu : le médecin peut y répondre, mais il reste tenu par le secret médical et peut refuser de divulguer des informations couvertes par celui-ci. Une réquisition, en revanche, est un ordre légal écrit émanant d'une autorité habilitée ; lorsqu'elle est valable, elle permet la communication des informations strictement demandées, dans le respect du cadre légal.

En pratique, lorsqu'un médecin est contacté, il doit toujours vérifier l'identité de l'autorité, demander s'il s'agit bien d'une réquisition écrite et **ne jamais communiquer spontanément un dossier ou des informations médicales**. En cas de doute, il est fortement recommandé de **contacter le Conseil de l'Ordre ou sa protection juridique**.

La saisie d'un dossier médical obéit à une procédure très encadrée. Elle ne peut être réalisée que sur réquisition ou commission rogatoire, en présence d'un représentant de l'Ordre, et les documents doivent être placés sous scellés fermés. Les forces de l'ordre ne peuvent pas repartir librement avec un dossier médical.

Enfin, lorsqu'un médecin est convoqué pour témoigner, il doit se présenter mais peut opposer le secret médical à toute question portant sur les confidences ou les informations de santé d'un patient. Ce droit subsiste même sous serment, sauf dans les cas de levée légale du secret.

Fin de vie

Repères éthiques et état du débat en janvier 2026



La question de la fin de vie fait l'objet d'un **débat ancien et évolutif** en France. Depuis la loi **Claeys-Léonetti de 2016**, le cadre juridique repose sur le refus de l'obstination déraisonnable, le respect de la volonté du patient, le développement des soins palliatifs et, dans certaines situations, **la sédation profonde et continue jusqu'au décès**. À ce jour, ce cadre demeure le **seul applicable**.

Ces dernières années, face à certaines situations de souffrance jugée insupportable, le débat s'est intensifié autour d'une éventuelle **aide active à mourir**. En 2023, la Convention citoyenne sur la fin de vie a formulé plusieurs propositions, suivies en 2024 par les travaux gouvernementaux et par l'avis n°139 du **Comité Consultatif National d'Éthique**, appelant à **renforcer prioritairement les soins palliatifs**, tout en ouvrant une réflexion sur une possible évolution législative.

En **mai 2025**, un texte relatif à la fin de vie a été adopté en **première lecture à l'Assemblée nationale**, introduisant, à titre de projet, un dispositif d'aide à mourir strictement encadré. Toutefois, ce texte n'a pas été définitivement adopté et reste soumis au **parcours parlementaire**, notamment à l'examen du Sénat.

En janvier 2026, aucune loi autorisant l'aide active à mourir n'est donc entrée en vigueur. Le débat législatif se poursuit, et toute évolution éventuelle demeure conditionnée aux discussions parlementaires à venir.

Dans ce contexte, cette loi en devenir **soulève pour les soignants plus de questions qu'elle n'apporte de réponses définitives**.

Quelle place conserver pour la **relation de soin** ? Comment **accompagner sans abandonner** ? Où situer la limite entre le **respect de la volonté du patient** et le **refus de poser un acte irréversible** ? Ces interrogations portent également sur **les conditions concrètes d'application** d'un tel dispositif, notamment **la délibération collégiale**, l'organisation pratique pour les médecins, **les besoins en formation**, ainsi que les contraintes propres aux **territoires à faible densité médicale**, dans un contexte de pénurie croissante.

Dans ce cadre, l'Ordre des médecins a fait part de sa position auprès des **sénateurs**, en rappelant **sa vigilance particulière** sur la protection des personnes vulnérables, l'exclusion de toute procédure concernant les mineurs ou les personnes hors d'état d'exprimer leur volonté, ainsi que la **garantie d'une clause de conscience pleine et entière et d'une protection juridique pour les médecins**.

Quelles que soient les évolutions futures, l'enjeu essentiel demeure **le développement effectif des soins palliatifs**, la valorisation des **directives anticipées**, le rôle de la **personne de confiance** et la **délibération collégiale**, garants d'une approche humaine, éthique et respectueuse de la fin de vie.

NOS COMMISSIONS

Les commissions sont au cœur du travail de terrain du CDOM. Elles permettent un traitement collégial, expert et réactif des situations professionnelles.

Inscription

Dr Ramou ANANDANADARADJA
Dr Sarah ARNOULX DE PIREY

Membres : Dr Andriolo, Dr Berjeb, Dr Caniggia,
Dr Coulibaly, Dr Cresence, Dr Domerq, Dr Heye, Dr Lucas,
Dr Mougin Damour, Dr Safy Manche, Dr Veerapen

Accompagner chaque médecin dans une inscription rigoureuse et bienveillante.

Contrats

Dr Faizal HOSSENBOCUS

Membres : Dr Andriolo, Dr Berjeb, Dr Caniggia, Dr
Coulibaly, Dr Cresence, Dr Gouirand, Dr Heye, Dr Mogalia,
Dr Pouilley Bax, Dr Vassas, Dr Veerapen

Garantir la sécurité juridique des contrats et statuts.

Contentieux

Dr Reuben VEERAPEN

Membres : Dr Andriolo, Dr Berjeb, Dr Cadennes,
Dr Coulibaly, Dr Heye, Dr Mougin Damour, Pr Roy Doray,
Dr Vassas, Dr Vienne

Préserver la déontologie par un traitement clair des plaintes en assurant des missions de conciliations et de médiations.

PDSA

Dr Jean-Luc CANIGGIA

Membres : Dr Andriolo, Dr Cadenne, Dr Charifou,
Dr Francois, Dr Veerapen

Organiser les gardes avec équité et transparence. Elle travaille en étroite collaboration avec l'ARS et la CGSS.

Qualification

Pr Bérénice ROY-DORAY

Membres : Dr Berjeb, Dr Coulibally, Dr Domerq, Dr Riquel

S'assurer des compétences des consœurs et confrères souhaitant faire valider une spécialité.

Ethique & Déontologie

Dr Emmanuel ANTOK

Membres : Dr Antok, Dr Berjeb, Dr Caniggia, Dr Safy
Manche, Dr Vassas, Dr Veerapen

Accompagner les médecins dans leurs questionnements déontologiques et éthiques

Installation jeunes médecins

Pr Line RIQUEL
Dr Thomas CRESCENCE

Faciliter et accompagner l'installation et l'intégration des jeunes confrères.

Entraide

Dr Véronique LUCAS

Dr Coulibaly, Dr Safy Manche, Dr Veerapen, Dr Vienne
Cessou, Pr Roy-Doray

Soutenir financièrement et moralement les médecins en difficulté via le fonds d'urgence du CDOM

Violence/Vigilance/Sécurité (VVS)

Dr Lise FRANÇOIS

Membres : Dr Arnoulx de Pirey Graviere, Dr Caniggia,
Dr François, Dr Lucas, Dr Safy Manche

Recueillir les signalements d'agression et accompagner les victimes.

Formation & DPC

Dr Alain DOMERCQ

Membres : Dr Arnoulx De Pirey, Dr Hossenbocus,
Pr Roy Doray

Suivre et accompagner les obligations de DPC et de certification.

Communication

Dr Yannick CHARIFOU

Membres : Dr Anandana, Dr Encaoua, Dr Veerapen, Dr
Vienne, Dr Vienne Cessou

Moderniser la communication et créer du lien.

Santé des Soignants

Dr Agathe VIENNE

Membres : Dr Lise FRANCOIS - Dr Véronique LUCAS
Pr Bérénice ROY-DORAY - Dr Christian BETTOUM
Dr Reuben VEERAPEN - Dr Alice POUILLEY-BAX
Dr Nadia BERJEB - Dr Patrick LABAT
Dr Anne VIENNE - Dr Jean-Marc EYCHÈNE
Dr Ramou ANANDANADARADJA

BUREAU

Présidente

Dr Anne VIENNE-CESSOU

1er Vice-Président

Dr Reuben VEERAPEN

2e Vice-Présidente

Pr Bérénice ROY-DORAY

3e Vice-Présidente

Dr Lise FRANÇOISE

Secrétaire Générale

Dr Ramou ANANDANADARADJA

Secrétaire Générale Adjointe

Dr Sarah ARNOULX DE PIREY-GRAVIÈRE

Trésorier

Dr Virgile GAZAILLE

Trésorier Adjoint

Dr Mohammad Faizal HOSSENBUCUS

VOS REPRÉSENTANTS ORDINAUX

En février 2025, les élections ordinaires ont conduit au renouvellement complet du Conseil Départemental. Un nouveau bureau a été élu, entouré de conseillers aux profils diversifiés, alliant expérience, engagement et énergie nouvelle. Leur mission : défendre la déontologie, accompagner la profession et renforcer la légitimité de l'institution.

Membres titulaires

DR RAMOU ANANDANADARADJA
 DR EMMANUEL ANTOK
 DR SARAH ARNOULX DE PIREY-GRAVIÈRE
 DR NADIA BERJEB
 DR YANNICK CHARIFOU
 DR THOMAS CRESCENCE
 DR ALAIN DOMERCQ
 DR JOHAN ENCAOUA
 DR LISE FRANÇOIS
 DR VIRGILE GAZAILLE
 DR MOHAMMAD FAIZAL HOSSENBUCUS
 DR PATRICK LABAT
 DR VÉRONIQUE LUCAS
 DR HANNA MOGALIA
 DR KATIA MOUGIN DAMOUR
 PR BÉRÉNICE ROY-DORAY
 DR REUBEN VEERAPEN
 DR AGATHE VIENNE
 DR ANNE VIENNE-CESSOU
 DR FLORE WATTEBLED

Membres suppléants

DR ELENA ANDRIOLO
 DR CHRISTIAN BETTOUM
 DR ADRIEN CADENNES
 DR JEAN-LUC CANIGGIA
 DR MOUSSA COULIBALY
 DR JEAN-MARC EYCHENE
 DR MATTHIEU GUILLOU
 DR STÉPHANE GOUIRAND
 DR OLIVIER HEYE
 DR STÉPHANIE KRIES
 DR CINDY LALIERE
 DR YANN LECOCQ
 DR HÉLÈNE MILLOT-PROST
 DR CLAIRE NEDELEC
 DR GWENEALLE POLITIS
 DR ALICE POUILLEY-BAX
 DR LINA SAFY-MANCHE
 PR LINE RIQUEL
 DR AGATHE SZMACINSKI
 DR FRÉDÉRIC VASSAS

PRATIQUE

UNE ÉQUIPE À VOTRE ÉCOUTE

Le secrétariat du CDOM

Notre secrétariat constitue la cheville ouvrière de l'Ordre : il répond à vos sollicitations, prépare les dossiers, guide vos démarches.

Voici les membres de cette équipe engagée, avec leurs missions et coordonnées directes

Responsable Administratif et Comptable

👤 **Eric ROBIN**

✉️ tresorerie.974@ordre.medecin.fr

☎️ 02 62 21 57 72

Assistante de gestion

👤 **Wendy FERRERE**

✉️ ferrere.wendy@ordre.medecin.fr

Secrétaire Administrative

(contrats sociétés, communication, inscriptions)

👤 **Emeline LEPELIER**

✉️ leperlier.emeline@ordre.medecin.fr

☎️ 02 62 20 11 58

Secrétaire responsable accueil

👤 **Jennifer RIVIERE**

✉️ riviere.jennifer@ordre.medecin.fr

Secrétaire Administrative

(inscriptions)

👤 **Julie DUVERGER MAS**

✉️ inscription.974@ordre.medecin.fr

☎️ 02 62 20 11 58

Secrétaire Administrative

(contrats, PDSA, relation industrie/médecins)

👤 **Clarisse FONTAINE**

✉️ contrats.974@ordre.medecin.fr

☎️ 02 62 41 00 33

Assistante Juridique

(contentieux et violences vigilance sécurité)

👤 **Claire PALLARES**

✉️ contentieux.974@ordre.medecin.fr

✉️ vvs.974@ordre.medecin.fr

☎️ 02 62 41 85 22

Secrétaire Administrative

(accueil, remplacements, inscriptions)

👤 **Jessica SANTISTEBAN**

✉️ santisteban.jessica@ordre.medecin.fr

☎️ 02 62 20 11 58

Horaires d'ouverture

lundi au vendredi

de 8h à 12h et de 14h à 16h



Conseil Départemental de la Réunion

3 Résidence Laura, 1er Etage, 4 Rue Milius

97 400 SAINT DENIS

Email : cd.974@ordre.medecin.fr | Tél : 02 62 20 11 58